

## GEEN COMMENTAAR

Chronique Vincent Rocour

Sale temps  
pour le SP.A

**A**vec deux fois moins d'électeurs que la N-VA, le SP.A est pour l'heure seulement le troisième parti du pays. Mais il garde des bastions forts où il paraît inexpugnable: les grandes villes. Il occupe le maïorât à Hasselt (Hilde Claes, la fille de Willy), à Louvain (Louis Tobback, papa de Bruno), à Gand (Daniël Termont, le "deuxième meilleur bourgmestre du monde" selon la fondation City Major, une organisation internationale sur la gouvernance urbaine). Le SP.A a certes perdu la main sur l'hôtel de ville d'Anvers – au profit de Bart De Wever comme chacun sait. Mais il s'est consolé par la prise du maïorât à Bruges (Renaat Landuyt).

A deux ans et demi du prochain scrutin communal, certaines de ces places fortes viennent cependant de subir une forte secousse.

**Anvers plutôt que Bruges**

Ainsi, en perdant le départ du "Ronde" au profit d'Anvers, Bruges et son bourgmestre ont essuyé une défaite cuisante. Renaat Landuyt a fait jouer son carnet d'adresses. Il a étalé ses plus beaux arguments financiers – la Ville de Bruges met chaque année 200 000 euros pour organiser le départ de la célèbre épreuve cycliste. Il a rappelé que le Tour des Flandres n'avait jamais quitté les deux Flandres et qu'Anvers se trouvait donc "hors territoire". Mais cela n'a pas suffi. Anvers a finalement emporté la mise – non sans avoir promis un chèque de 400 000 euros au propriétaire de la course, Wouter Vandenhoute, par ailleurs patron de l'empire médiatique "De Vijver". Bart De Wever ne manquera pas de s'en vanter à l'heure du scrutin – même si c'est surtout son échevin des Sports, Ludo Van Campenhout, qui a mené les négociations. Quant à Renaat Landuyt, il a tout

intérêt à miser sur le football désormais et espérer que le Club de Bruges puisse rééditer son récent titre de champion de Belgique jusqu'au scrutin.

**Tout revient à Gand**

Une affaire moins folklorique, mais potentiellement beaucoup plus toxique pour le SP.A, vient d'éclater: la faillite de la banque Optima. Dans ce dossier qui sent à plein nez le pot-de-vin et l'enrichissement personnel, on retrouve en effet différents hommes clés liés au SP.A. Et à une de ses villes refuges: Gand.

Le sulfureux *soap opera* met notamment en scène l'ancien ministre fédéral Luc Van den Bossche – le père de la réforme Copernic de la fonction publique. Le papa de Freya, elle aussi ex-ministre, a dirigé la banque de 2011 à 2015 – sans avoir de compétence particulière en matière financière puisqu'il est diplômé en droit – avant de se voir confier la direction de la filiale immobilière d'Optima, Optima Global Estate. Il ne pouvait pas ignorer les ennuis financiers de l'entreprise, qui datent au moins de 2014. Il n'a pourtant démissionné que la semaine dernière.

Au casting, on retrouve aussi Herman Verwilst. Ce dernier a été chef de cabinet de Willy Claes et fut sénateur coopté au début des années 90. Il a présidé le conseil d'administration d'Optima de 2011 à 2014.

La presse flamande s'interroge par ailleurs sur le rôle de l'ancien ministre socialiste Norbert De Batelier. Ce dernier était directeur à la Banque nationale quand celle-ci a accordé à Optima l'autorisation de reprendre la banque Ethias. La Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) avait pourtant rejeté un

peu auparavant sa demande, apparemment déjà à cause de soucis financiers.

**La N-VA en embuscade**

La chute d'Optima éclabousse même Daniël Termont. Après bien des hésitations, le bourgmestre de Gand a reconnu qu'il est un ami personnel de Jeroen Piqueur, gantois comme la plupart des protagonistes du dossier et fondateur de la banque. Voilà une amitié qu'il aura du mal à assumer. Car la N-VA est en embuscade. Gand, c'est aussi la ville de Peter Dedecker, le député nationaliste qui a mouillé le CD&V dans l'affaire Arco – le bras financier du mouvement ouvrier chrétien emporté dans la chute d'une autre banque, Dexia. L'occasion de tailler des croupières au SP.A est belle: la N-VA n'a jamais caché son intérêt pour le maïorât de Gand.

L'état-major socialiste a compris le danger. Le président du parti John Crombez – qui aime se poser en champion de la lutte contre la fraude fiscale – tente d'éteindre le début d'incendie. Il a chargé le député Peter Vanvelthoven de réclamer à la Chambre une commission d'enquête parlementaire pour convaincre l'opinion que le parti n'a rien à cacher. De toute évidence, il faut sauver le soldat Termont. Et la prochaine campagne électorale du SP.A.